



Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire

La transphobie tue et monsieur Blanquer regarde ailleurs.

Après le suicide de Doona, étudiante trans de Montpellier en septembre, nous apprenons celui d'Avril ce mercredi, lycéenne trans de 17 ans, élève au lycée Fénelon à Lille. **Alors qu'elle aurait été exclue de l'établissement au début du mois car elle portait une jupe, elle avait vécu une vague de soutien de la part d'élèves de la ville. Une enquête devra faire la lumière sur les circonstances de son exclusion et sur la responsabilité d'acteurs et actrices de la communauté éducative dans ce drame.**

A cette heure, nous tenons à présenter nos condoléances à tou.te.s les proches d'Avril et appelons à rejoindre le rassemblement prévu ce jour à 12h45 devant l'établissement.

Alors que le rapport 2020 d'SOS Homophobie montre que 42% des actes de transphobie visent des femmes trans, il est urgent que le ministère prenne ses responsabilités. Alors qu'elles sont confrontées à la transphobie du corps médical et des institutions y compris scolaires, le silence de monsieur Blanquer et des services de la Dgesci à nos nombreuses sollicitations revêt une cruelle résonance.

Il est urgent de prendre en compte la transidentité et de lutter contre la transphobie au sein des établissements et des institutions accueillant des élèves et des étudiant.e.s. Le parcours de transition des élèves comme des personnels doivent être pris en considération. L'administration doit notamment faciliter le changement de prénom sur simple demande d'un.e élève. Il est inacceptable qu'encore aujourd'hui, l'identité de genre de membres de la communauté éducative ne soit pas respectée.

Comme nous le demandons depuis de trop nombreuses années, les personnels doivent être formés aux sujets LGBTI, les cours d'éducation à la sexualité et à l'affectivité doivent être dispensés partout par des personnels eux aussi formés.

Aujourd'hui encore, à Montpellier, à Lille et ailleurs les LGBTIphobies mettent en péril la vie de nos élèves et étudiant.e.s. Des promesses ont été faites par le ministère et par le gouvernement depuis 2018. Nous ne pouvons plus attendre qu'elles se transforment en actions. En octobre 2019, monsieur Blanquer avait notamment annoncé la mise en place d'un groupe de travail ayant comme mission de construire des outils pour aider les équipes à accueillir les élèves trans. Depuis, ce groupe n'a jamais été réuni. Nous avons pourtant relancé le ministère à plusieurs reprises sans obtenir de réponse de sa part. Cette inaction pèse lourdement sur tous et toutes les Avril dans tous les établissements.

#JusticePourAvril